

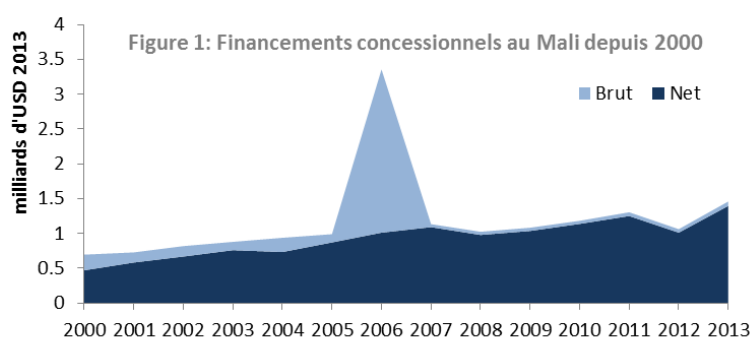
## REGARD SUR L'AIDE - LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AU MALI

Le Mali est à la fois un des Pays les Moins Avancés (PMA) et un Pays en Développement Sans Littoral (PDSL). En 2014, le Mali avait une population de 17,1 millions d'habitants et un RNB par habitant de seulement 660 USD, ce qui est inférieur à la moyenne pour les PMA (915 USD). Plus de la moitié de la population du Mali vivaient avec moins de 1,90 USD par jour en 2012<sup>1</sup>.

### Le Mali reçoit des niveaux élevés de financement concessionnel mais des flux marginaux en provenance du secteur privé<sup>2</sup>.

Le Mali a reçu 1,4 milliard de dollars de financements concessionnels<sup>3</sup> nets en 2013. Les financements concessionnels à destination du Mali n'ont cessés de croître depuis 2000, à l'exception de 2012, lorsque le Mali a connu une crise sécuritaire. Le Mali a également bénéficié d'importants allègements de dette au début et au milieu des années 2000 qui ont culminé en 2006 (voir fig. 1).

Le flux financiers extérieurs ont augmenté au Mali en 2013, en raison de niveaux plus élevés de financements concessionnels (en particulier en provenance des institutions de l'UE) ainsi que de l'augmentation des envois de fonds. Les financements concessionnels



représentaient 86% du total des flux financiers extérieurs au Mali en 2013; cela est plus élevé que la moyenne pour les PMA. Dans le même temps, les flux privés aux conditions du marché en provenance de pays de l'OCDE représentaient une très faible part - beaucoup moins que la moyenne pour les PMA (voir fig.2).

En 2013, environ trois-quarts des financements concessionnels bruts au Mali provenaient de membres du CAD, le reste provenant d'organisations multilatérales. Les principaux fournisseurs étaient les institutions de l'UE (20% du total), les États-Unis et l'Association Internationale de Développement (AID) (11% chacun), la France et le Fonds Africain de Développement (FAD) (7% chacun). Les dons représentaient 79% des financements concessionnels bruts au Mali en 2013; cette part est stable depuis 2000 et est comparable à la moyenne pour les PMA et les États fragiles.

Figure 2: Composition des flux financiers extérieurs \* au Mali en 2013

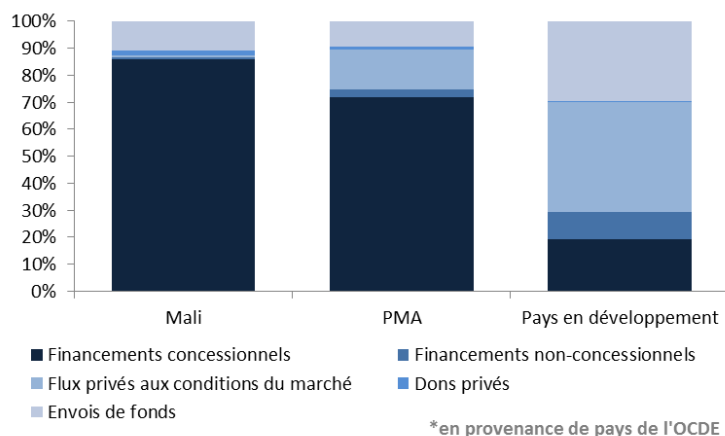
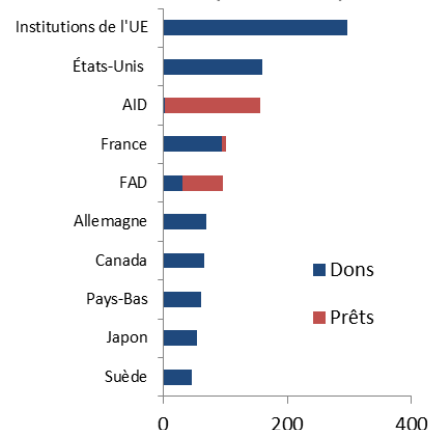


Figure 3: Principaux pourvoyeurs de financements concessionnels bruts au Mali en 2013 (millions d'USD)



1 Source : Banque mondiale, WDI (calculs PPA basés sur la méthode Atlas) et Povcalnet.

2 Seuls les flux du secteur privé en provenance de pays de l'OCDE ont été considérés dans le présent document.

3 Les financements concessionnels bruts couvrent les flux bruts bilatéraux (APD bilatérale) ainsi que les flux concessionnels multilatéraux.

Les principaux fournisseurs de prêts concessionnels au Mali étaient l'AID, le FAD, et le FMI.

Le Mali est considéré comme un pays prioritaire par 11 donateurs bilatéraux. Parmi les pays moins avancés et fragiles, seuls l'Afghanistan et l'Éthiopie ont eu plus de partenariats prioritaires en 2013. Ce nombre de partenariats a, par ailleurs, été stable pour le Mali depuis 2008. Enfin, au cours de la période précédant la crise (2000/2011), et comparé aux PMA et aux états fragiles, les financements concessionnels ont été relativement moins volatiles au Mali.

### Une part importante des financements concessionnels au Mali répond aux besoins humanitaires.

En 2013, l'Aide Programmable par Pays (APP, aussi nommée « noyau » de l'aide)<sup>4</sup> représentait 76% des financements concessionnels bruts au Mali, tandis que l'aide humanitaire et alimentaire en représentait 18%. L'aide humanitaire a fortement augmenté après la crise de 2012. En 2013, elle représentait une part plus importante des financements concessionnels au Mali que pour les autres PMA (11%) ou états fragiles (15%).

En tant que pays en développement sans littoral, le secteur « infrastructure économique » apparaît particulièrement pertinent vis-à-vis des défis à relever par le Mali. Cependant, relativement aux autres pays en développement ainsi qu'aux autres PMA, le Mali reçoit une proportion plus faible de son APP à destination du secteur infrastructure économique (voir fig. 4).

Les secteurs « Appui budgétaire général » et « Gouvernement et société civile » sont les deux secteurs ayant reçu le plus d'aide programmable en 2013. Comparé aux autres PMA, le Mali a reçu moins de soutien aux secteurs sociaux, en particulier aux politiques de population et à l'éducation.

### Les flux d'aide vers le Mali devraient rester stables dans l'avenir.

Le Mali est fortement dépendant de l'aide extérieure: l'APD représentait près de 90% de ses recettes fiscales en 2013. Cela témoigne de sa dépendance envers les financements concessionnels externes pour la mise en œuvre de son plan de développement.

Les résultats de l'enquête 2015 sur les plans prévisionnels de dépenses des donateurs<sup>5</sup> montrent que, au cours des trois prochaines années, l'APP devrait rester relativement stable au Mali, à environ 1 milliard d'USD. Les dernières données indiquent aussi une forte hausse des engagements en 2013, principalement de la part des Institutions de l'UE et de l'AID.

En conséquence, après une baisse record de l'aide en 2012, il est prévu une augmentation annuelle moyenne de 7% sur la période 2012/2018 (voir fig. 5).

Figure 4: Composition sectorielle de l'APP et de l'aide humanitaire en 2013

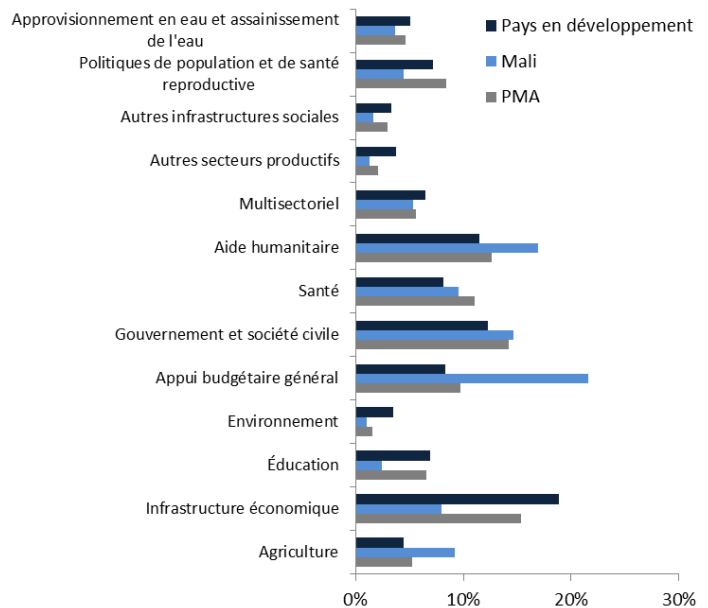
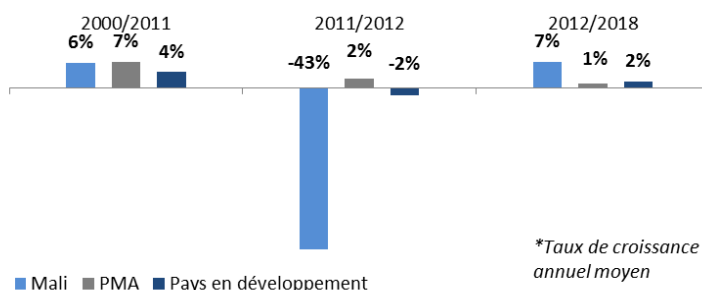


Figure 5: APP au Mali, tendances et projections jusqu'en 2018\*



4 L'Aide Programmable par Pays (APP) est la partie de l'aide bilatérale et multilatérale que les donateurs peuvent programmer au niveau du pays, et sur laquelle les pays partenaires pourraient avoir un contrôle significatif. Les projections d'APP sont d'assez bons indicateurs de l'APD future. Pour en savoir plus sur l'APP: <http://www.oecd.org/fr/cad/architecture/app.htm>.

5 Cette enquête fournit une vision globale de l'aide jusqu'en 2018, sur la base de la programmation des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Pour plus d'informations et des données détaillées sur les plans de dépenses des donateurs, ventilées par pays et donateurs participant à la politique de divulgation de données, voir <http://www.oecd.org/fr/cad/architecture/previsibilitedelaide.htm>.